quarante ans, des pas de géants dans la voie de l'affranchissement. De fait nous pouvons nous vanter d'être aussi libre qu'aucun autre peuple de l'univers. Nous avons plus de libertés intérieures que toute autre nation civilisée, et il ne nous manque plus guère, à l'extérieur, que le droit de régler nous-mêmes nos relations commerciales avec les pays étrangers. Essayons de le gagner pacifiquement ; nous en avons déjà gagné tant de ces pacifiques victoires que nous pouvons en attendre une autre.

Nous avons déjà fait quelques progrès vers l'émancipation commerciale. L'élévation de notre tarif contre les produits anglais en est un ; la nomination d'un commissaire auprès de la cour impériale en est un autre. Sir A. T. Galt est chargé de veiller à ce que le Canada soit mis en position de profiter des avantages que l'Angleterre sait si bien s'assurer dans les traités commerciaux qu'elle contracte. Jusqu'à présent, nous n'avons pas encore pu juger de l'effet de cette mission. Les autorités britanniques n'ont pas mis obstacle aux procédés de notre commissaire, et le traité anglo-français en voie de se conclure nous réserve peut-être quelques surprises agréables. La participation aux avantages que l'Angleterre obtient des nations étrangères vaudrait beaucoup mieux pour nous que l'indépendance commerciale. La métropole est placée, dans tous les marchés du monde, sur le pied de la nation la plus favorisée. Elle doit cette faveur universelle à ses capitaux, à son esprit d'entreprise et à son immense commerce. Le Canada seul, isolé, sans appui, ne pourrait obtenir pour sa minime population de quatre millions la vingtième partie de ces avantages. Ne nous faisons pas illusion : avec le "droit" de régler nos relations commerciales ne nous viendraient pas des traités de commerce tout "faits." Des nations plus importantes que nous, ayant non seulement l'indépendance commerciale mais l'indépendance politique, voient souvent leurs négociations infructueuses. Que l'Angleterre renonce à son système d'exclusion, qu'elle nous permette d'intervenir dans ses traités, comme le ministère fédéral le demande, et le commerce canadien n'aura rien à envier aux autres.

Il n'y a pas de doute que ces entraves disparaîtront avant longtemps. Le commerce anglais devra se résoudre à compter sur ses seules ressources, à faire la concurrence sur un pied d'égalité sans l'aide de ses tributaires. Jusqu'à présent, il a profité des immenses avantages que lui procure la vassalité des commerces coloniaux, et il a pu établir sa prépondérance universelle. Mais le temps use peu à peu les liens politiques qui ont créé cet état de choses ; insensiblement ils se relâchent, et un moment viendra où la transition à un autre état se fera naturellement et sans secousse. La